

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Emissions et cotations

### Valeurs françaises

**CROSSJECT**

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 4 623 059,60 Euros

Siège social : 6, rue Pauline Kergomard - ZAC Parc Mazen Sully - 21000 Dijon

438 822 215 RCS DIJON

**AVIS AUX ACTIONNAIRES****Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription par émission d'actions ordinaires nouvelles**

**Objet de l'insertion.** – La présente insertion a pour objet d'informer les actionnaires de la société CROSSJECT d'une augmentation de capital, par émission d'actions ordinaires nouvelles, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires et admission sur le marché Euronext Growth des droits préférentiels de souscription ainsi que des actions nouvelles.

**Dénomination sociale.** – CROSSJECT

**Forme de la société.** – Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance

**Numéros d'identification.** – Immatriculation au registre du commerce et des sociétés : 438 822 215 R.C.S. Dijon

**Adresse du siège social.** – 6 rue Pauline Kergomard - ZAC Parc Mazen Sully - 21000 Dijon

**Montant du capital social.** – Le capital social s'élève à 4 623 059,60 euros divisé en 46 230 596 actions ordinaires de 0,10 euro de nominal.

**Date d'expiration normale de la Société.** – Le 8 août 2100, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

**Objet social.** – La Société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- Développement et commercialisation de procédés, systèmes et équipements liés aux sciences de la vie;
- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet et à tous objets similaires, connexes ou complémentaires ou susceptibles d'en faciliter la réalisation ou le développement ou à tout patrimoine social, le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achats de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dation en gérance de tous biens ou droits, ou autrement.

Son activité s'exerce dans le respect des obligations définies par les organismes compétents et les lois applicables.

**Exercice social.** – Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

**Avantages particuliers.** – Néant.

**Conditions d'admission aux assemblées et d'exercice du droit de vote.** – Tout actionnaire peut participer personnellement, par mandataire ou par correspondance aux assemblées générales de quelque nature qu'elles soient.

Il est justifié du droit de participer aux assemblées générales par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro

heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité. L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité est constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier. Les actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions des versements exigibles n'ont pas accès à l'Assemblée.

**Droit de vote.** – Sous réserve des restrictions légales et réglementaires, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital social qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.

Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit. Les actions nominatives bénéficiant d'un droit de vote double converties au porteur ou transférées en propriété perdent le droit de vote double sauf dans tous les cas prévus par la loi.

**Franchissement de seuils statutaire.** – Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, au sens de l'article L.233-10 du Code de commerce, qui vient à détenir ou cesse de détenir un nombre d'actions représentant une fraction égale à 4 % du capital social ou des droits de vote, ou tout multiple de cette fraction, est tenue d'en informer la Société au plus tard avant la clôture des négociations du quatrième jour de bourse suivant le jour du franchissement du seuil de participation susvisé, en précisant le nombre d'actions et de droits de vote détenus. La personne tenue à l'information prévue ci-dessus précise le nombre de titres qu'elle possède donnant accès à terme au capital ainsi que les droits de vote qui y sont attachés ainsi que toutes autres informations requises par les textes. En cas de non-respect de l'obligation statutaire, les actions excédant la fraction non déclarée sont privées du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation, à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 4 % au moins du capital social.

**Cession et transmission des actions.** – Les cessions ou transmissions des actions sont libres et ne sont soumises à aucune restriction.

**Dispositions relatives à la répartition des bénéfices, à la constitution des réserves et au boni de liquidation.** – Si les comptes de l'exercice approuvés par l'assemblée générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

L'assemblée générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Le boni de liquidation est réparti conformément à la loi.

**Instruments dilutifs.** – A ce jour, les instruments dilutifs sont les suivants :

- 950 700 actions attribuées gratuitement par la société en période d'acquisition
- 102 Obligations Convertibles actions nouvelles ou remboursables (OCAs) pour un montant nominal de 7 038 000 € pouvant théoriquement donner droit à 7 709 160 actions maximum, en cas d'option par la société pour un amortissement en actions nouvelles de l'intégralité des OCA (au prix plancher de 1 euro et dans la limite de détention de 9,99% du capital de la Société par le titulaire des OCAs), étant précisé que les OCAs sont convertibles à tout moment jusqu'à l'échéance prévue le 28 décembre 2027 au prix de conversion de 1,667 € qui sera ajusté compte tenu de l'opération (ajustement légal et conventionnel).

- 3 635 556 BSA émis en décembre 2024 peuvent donner le droit de souscrire un total de 4 544 445 actions au prix de 2,25 euros l'action (quatre BSA donnant le droit de souscrire cinq actions ordinaires)

**Bilan.** – Le bilan social au 31/12/2024 est publié en annexe.

**Prospectus.** – La présente émission ne donnera pas lieu à un Prospectus approuvé par l'AMF car le montant total de l'offre est inférieur à 8 000 000 euros (calculé sur une période de 12 mois).

**Assemblée générale ayant autorisé l'émission.** – L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires qui s'est tenue le 27 juin 2024 a délégué au Directoire, sous réserve de l'autorisation préalable du conseil de surveillance, sa compétence pour procéder à l'augmentation du capital, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera par émission, soit en euros, soit en monnaies étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies, d'actions ordinaires dans la limite d'un montant nominal ne pouvant être supérieur à 900 000 euros, dans les conditions fixées dans la 7<sup>ème</sup> résolution.

Ladite assemblée a également autorisé le Directoire, à augmenter le montant de l'émission initiale décidée notamment sur le fondement de la délégation susvisée, dans les conditions fixées dans la 13<sup>ème</sup> résolution.

**Conseil de surveillance ayant autorisé l'émission.** – le Conseil de Surveillance, dans sa séance du 19 mai 2025 a autorisé le Directoire à mettre en œuvre la délégation consentie par l'assemblée générale du 27 juin 2024 dans sa 7<sup>ème</sup> résolution à caractère extraordinaire ainsi que, le cas échéant, l'autorisation consentie par cette même assemblée dans sa 13<sup>ème</sup> résolution.

**Décision du Directoire.** – Le Directoire du 19 mai 2025, agissant sur le fondement des résolutions susvisées et conformément à l'autorisation qui lui a été conférée par le Conseil de Surveillance du 19 mai 2025, a décidé le principe d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription et a délégué à son président tous pouvoirs à l'effet de décider l'émission.

**Décision du Président du Directoire.** – Le Président du Directoire, agissant sur le fondement des résolutions susvisées et conformément à l'autorisation qui lui a été conférée par le Conseil de Surveillance du 19 mai 2025 et en application de la subdélégation qui lui a été consentie par le directoire du 19 mai 2025, a décidé, le 4 juin 2025, de procéder à une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription dont les caractéristiques sont reproduites ci-dessous.

### **Caractéristiques et modalités de souscription des Actions Nouvelles**

**Nombre d'actions à émettre** — Le nombre maximum d'actions ordinaires nouvelles à émettre (collectivement les « Actions Nouvelles » et individuellement une « Action Nouvelle ») s'élève à 3 556 199 actions de 0,10 € de valeur nominale pouvant le cas échéant, en cas d'exercice de la clause d'extension, être porté à 4 089 628 actions de 0,10 € de valeur nominale, soit une augmentation de capital d'un montant nominal initial de 355 619,90 euros pouvant le cas échéant être porté à 408 962,80 euros assortie d'une prime d'émission de 4 623 058,70 euros pouvant être portée à 5 316 516,40 euros.

Ce nombre d'Actions a été déterminé en considération du nombre d'actions de la société actuellement en circulation (soit 46 230 596 actions).

**Prix de souscription.** — Le prix de souscription unitaire d'une Action Nouvelle est de 1,40 € par action, et devra être libéré en totalité lors de la souscription.

**Dates d'ouverture et de clôture de la souscription.** — du 12 juin 2025 au 20 juin 2025 inclus

**Droit préférentiel de souscription à titre irréductible.** — La souscription des Actions Nouvelles est réservée par préférence, aux actionnaires existants, ou aux cessionnaires de leurs droits préférentiels de souscription, qui pourront souscrire à titre irréductible, à raison de 1 Action Nouvelle pour 13 Droits Préférentiels de Souscription, sans qu'il soit tenu compte des fractions. Les actionnaires ou cessionnaires de leurs droits préférentiels de souscription qui ne posséderaient pas, au titre de la souscription à titre irréductible, un nombre suffisant d'actions anciennes ou de droits préférentiels de souscription pour obtenir un nombre entier d'Actions Nouvelles pourront acheter ou vendre le nombre de droits préférentiels de souscription permettant d'atteindre le multiple conduisant à un nombre entier d'Actions Nouvelles.

**Droit préférentiel de souscription à titre réductible.** — Il est institué, au profit des actionnaires, un droit de souscription à titre réductible aux actions qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes.

En même temps qu'ils déposeront leurs souscriptions à titre irréductible, les actionnaires ou les cessionnaires de leurs droits pourront souscrire à titre réductible le nombre d'Actions Nouvelles qu'ils souhaiteront, en sus du nombre d'Actions Nouvelles résultant de l'exercice de leurs droits à titre irréductible.

Les Actions Nouvelles éventuellement non absorbées par les souscriptions à titre irréductible seront réparties et attribuées aux souscripteurs à titre réductible. Les ordres de souscription à titre réductible sont servis dans la limite de leur demande et au prorata du nombre d'actions anciennes dont les droits auront été utilisés à l'appui de leur souscription à titre irréductible, sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction d'Actions Nouvelles.

Au cas où un même souscripteur présenterait plusieurs souscriptions distinctes, le nombre d'actions lui revenant à titre réductible ne sera calculé sur l'ensemble de ses droits de souscription que s'il en fait expressément la demande spéciale par écrit, au plus tard le jour de la clôture de la souscription. Cette demande spéciale devra être jointe à l'une des souscriptions et donner toutes les indications utiles au regroupement des droits, en précisant le nombre de souscriptions établies ainsi que le ou les établissements ou intermédiaires auprès desquels ces souscriptions auront été déposées. Les souscriptions au nom de souscripteurs distincts ne peuvent être regroupées pour obtenir des actions à titre réductible.

Un avis publié par Euronext fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

**Exercice du droit préférentiel de souscription.** — Pour exercer leurs droits préférentiels de souscription, les titulaires devront en faire la demande auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment entre le 12 juin 2025 au 20 juin 2025 inclus et libérer intégralement le montant de leur souscription. Chaque souscription devra être accompagnée du paiement du prix de souscription par versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société. Les souscriptions qui n'auront pas été intégralement libérées seront annulées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

Le droit préférentiel de souscription devra être exercé par ses bénéficiaires, sous peine de déchéance, avant l'expiration de la période de souscription.

Conformément à la loi, le droit préférentiel de souscription sera négociable pendant la durée de la période de négociation mentionnée ci-après, dans les mêmes conditions que les actions anciennes.

Le cédant du droit préférentiel de souscription s'en trouvera dessaisi au profit du cessionnaire qui, pour l'exercice du droit préférentiel de souscription ainsi acquis, se trouvera purement et simplement substitué dans tous les droits et obligations du propriétaire de l'action ancienne.

Les droits préférentiels de souscription non exercés à la clôture de la période de souscription seront caducs de plein droit.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés par Crédit Industriel et Commercial (CIC Market Solutions – Émetteur Adhérent Euroclear n°025) 6 avenue de Provence 75452 Paris Cedex 9 qui sera chargée d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital et l'émission des Actions nouvelles ayant fait l'objet d'un versement en espèce. Les souscriptions libérées par compensation de créance feront l'objet d'un certificat établi par le commissaire aux comptes.

**Droits préférentiels de souscription détachés des actions propres possédées par la Société.** — En application de l'article L. 225-210 du Code de commerce, la Société ne peut souscrire à ses propres actions. Les droits préférentiels de souscription détachés des actions possédées par la Société seront cédés sur le marché avant la clôture de la période de négociation des droits préférentiels de souscription.

**Période de négociation et cotation du droit préférentiel de souscription.** — Les droits préférentiels de souscription seront détachés le 10 juin 2025 au profit des titulaires d'actions existantes enregistrées comptablement sur leur compte titres à l'issue de la journée comptable du 9 juin 2025, à raison d'un droit préférentiel de souscription par action existante de la société. Ils seront cotés et négociés sur Euronext Growth, sous le code ISIN FR0014010012 du 10 juin 2025 au 18 juin 2025 inclus.

**Demandes de souscription à titre libre.** — En sus de la possibilité de souscrire à titre irréductible et réductible suivant les conditions et modalités précisées ci-avant, toute personne physique ou morale, détenant ou non des droits préférentiels de souscriptions, pourra souscrire à la présente augmentation de capital à titre libre. Les personnes désirant souscrire à titre libre devront faire parvenir leur demande à Crédit Industriel et Commercial (CIC Market Solutions – Émetteur Adhérent Euroclear n°025) 6 avenue de Provence 75452 Paris Cedex 9, OU auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment durant la période de souscription et payer le prix de souscription correspondant.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du Code de commerce, les souscriptions à titre libre ne seront prises en compte que si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, étant précisé que le Directoire disposera de la faculté de répartir librement les actions non souscrites, en totalité ou en partie, entre les personnes (actionnaires ou tiers) de son choix ayant effectuées des demandes de souscriptions à titre libre.

**Limitation de l'augmentation de capital.** — En application de l'article L.225-134 du Code de commerce, l'augmentation de capital pourra être limitée au montant des souscriptions recueillies à condition que celles-ci atteignent 75 % au moins du montant fixé initialement (avant clause d'extension). Par ailleurs, si le montant des Actions Nouvelles non souscrites représente moins de 3 % de l'augmentation de capital, cette dernière pourra, d'office et dans tous les cas, être limitée au montant des souscriptions recueillies.

**Préservation des droits.** — Les droits des porteurs d'obligations convertibles et de BSA seront ajustés dans les conditions prévues par l'article L.228-99 du Code de commerce et par le contrat d'émission.

**Établissements domiciliaires. — Versements des souscriptions.** — Les souscriptions des Actions Nouvelles et les versements des fonds par les souscripteurs, dont les titres sont inscrits au porteur ou au nominatif administré, ou leur prestataire habilité agissant en leur nom et pour leur compte seront reçus jusqu'au 20 juin 2025 (inclus) par les intermédiaires financiers habilités. Les souscriptions et versements en espèces des souscripteurs dont les actions sont inscrites en compte au nominatif pur seront reçues sans frais jusqu'au 20 juin 2025 (inclus) auprès de Crédit Industriel et Commercial (CIC Market Solutions – Émetteur Adhérent Euroclear n°025) 6 avenue de Provence 75452 Paris Cedex 9. Chaque souscription devra être intégralement libérée. Les fonds versés à l'appui des souscriptions en espèces seront centralisés par Crédit Industriel et Commercial (CIC Market Solutions – Émetteur Adhérent Euroclear n°025) 6 avenue de Provence 75452 Paris Cedex 9, qui sera chargé d'établir le certificat de dépôt des fonds en espèce. Le commissaire aux comptes établira le certificat constatant la libération des souscriptions par compensation de créance. Les souscriptions non libérées seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure. La date prévue pour la livraison des Actions Nouvelles est le 27 juin 2025.

**Garantie.** — L'offre ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin. Le début des négociations sur le titre n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement livraison et après délivrance du certificat du dépositaire et le cas échéant du certificat du commissaire aux comptes.

**Jouissance des Actions Nouvelles.** — Les Actions Nouvelles, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront créées jouissance courante. Elles seront assimilées dès leur émission aux actions anciennes.

**Cotation des Actions Nouvelles.** — Les Actions Nouvelles provenant de l'augmentation de capital feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur Euronext Growth. Leur cotation ne pourra toutefois intervenir qu'après établissement du ou des certificats constatant la libération. Elles seront admises sur la même ligne de cotation que les actions anciennes et leur seront entièrement assimilées dès leur admission aux négociations. L'admission aux négociations sur Euronext Growth est prévue le 27 juin 2025.

Patrick ALEXANDRE

Président du Directoire

ANNEXE

Bilan social au 31 décembre 2024

Bilan Actif

BILAN ACTIF EN K€	Note	31/12/2024			31/12/2023	VARIATION
		Brut	Amts & Dépréciations	Net		
ACTIF IMMOBILISE						
Recherche et Développement	4a	37 738	28 147	9 591	10 730	-1 139
Brevets et marques	4b	20 440	20 440	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles		213	208	5	0	5
Immobilisations corporelles	4c	10 858	8 732	2 126	2 750	-624
Immobilisations en cours		2 924		2 924	2 942	-18
Immobilisations financières	4d	1 653	612	1 041	1 544	-503
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		73 826	58 139	15 687	17 966	-2 279
ACTIF CIRCULANT						
Stock - Matières premières	5a	2 255	285	1 970	1 648	322
Stock - Encours de production		2 459	1 011	1 448	1 485	-37
Créances clients et autres créances	5c	4 295		4 295	4 778	-483
Valeurs Mobilières de Placement	-			0	0	0
Disponibilités	7	7 036		7 036	2 304	4 732
Charges constatées d'avance et à répartir	8	1 131		1 131	460	671
TOTAL ACTIF CIRCULANT		17 176	1 296	15 880	10 675	5 205
TOTAL ACTIF		91 002	59 435	31 567	28 641	2 926

**Bilan Passif**

BILAN PASSIF EN K€	Notes	31/12/2024	31/12/2023	VARIATION
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
Capital	9	4 554	3 676	878
Prime émission		7 192	785	6 407
Réserve réglementée		0	0	0
Report à nouveau		-2 596	-1 757	-839
Résultat (perte) de l'exercice		-12 795	-8 639	-4 245
Subventions d'investissement		972	665	-665
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>-2 673</b>	<b>-5 270</b>	<b>1 536</b>
Avances conditionnées	10	5 391	7 060	-1 669
Provisions risques & charges	11	910	694	305
<b>EMPRUNTS &amp; DETTES</b>				
Emprunts obligataires	12a	5 478	19	5 459
Emprunts	12b	12 874	16 171	-3 297
Emprunts et dettes financières diverses	12c	2 717	2 741	-24
Dettes fournisseurs	-	4 554	4 323	231
Dettes fiscales et sociales	12d	1 700	2 148	-448
Dettes sur immobilisations	12c	0	83	-83
Autres dettes	-	0	0	0
Produits constatés d'avance	-	616	672	916
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>27 939</b>	<b>26 157</b>	<b>2 754</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>31 567</b>	<b>28 641</b>	<b>2 926</b>